

Venezuela: Après avoir enlevé Maduro, Washington menace de mort les trois plus hauts dirigeants de l'Etat - Amérique latine-Bolivar Infos

Bolivar Infos

José Antonio Egido

Trump, ses sbires et leurs médias inféodés soufflent le chaud et le froid sur le Venezuela depuis l'enlèvement de Nicolas Maduro. Ils tentent de faire croire que le président aurait été trahi par des responsables de l'Etat vénézuélien, signe que la révolution bolivarienne a vécu et que le pays est sous la coup de Wahsington. Pourtant... (l'A)

Le 23 janvier, Delcy Rodríguez, présidente par intérim nommée par la Cour suprême du Venezuela à la suite d'une opération d'enlèvement violente attribuée à l'équipe Trump/Rubio/Hedsel, a déclaré par téléphone lors d'une réunion avec des partisans de la Révolution bolivarienne qu'elle avait reçu des menaces de mort de la part des auteurs de cette attaque le jour même. Après que la Delta Force, soutenue par un déploiement de 150 avions militaires, a assassiné plus de 100 civils et militaires vénézuéliens et cubains le 3 janvier à Caracas et dans trois autres États du pays, puis enlevé le couple présidentiel aujourd'hui emprisonné à New York, les assaillants américains lui ont déclaré : « Nous avons assassiné Maduro et Cilia Flores. Vous avez quinze minutes pour accepter toutes nos exigences. Sinon, nous assassinerons votre frère, Diosdado Cabello, et vous-même. »

Voici trois dirigeants qui occupaient des positions centrales autour du pouvoir suprême représenté par Nicolás Maduro : Diosdado Cabello, officier militaire fidèle au président Chávez depuis le soulèvement de 1992 contre le régime pro-américain, et actuel ministre de l'Intérieur ; Jorge Rodríguez, président de l'Assemblée nationale, chargé par Maduro de négocier avec Washington ; et Delcy Rodríguez elle-même, qui, en tant que vice-présidente exécutive, supervisait des secteurs clés de l'État, notamment l'industrie pétrolière et plusieurs ministères stratégiques. Tous trois occupent encore aujourd'hui des postes fondamentaux : Cabello comme ministre de l'Intérieur et vice-président du PSUV, Jorge comme président de l'Assemblée nationale, et Delcy comme cheffe de l'État par intérim.

Le témoignage rapporté de Delcy Rodriguez présente toutes les caractéristiques d'un contenu authentique : qualité sonore, voix reconnaissable de la présidente par intérim, et identité confirmée des participants à la réunion, parmi lesquels le journaliste vénézuélien Mario Silva et le ministre Freddy Nãñez.

Ces informations sont importantes. Pourquoi ?

Parce qu'elles contredisent les récits publiés par le Miami Herald, Reuters, The Guardian et certains journalistes proches des services de renseignement américains, comme le Péruvien-Américain Jaime Baily. Selon ces médias, Delcy Rodríguez aurait conclu au Qatar un accord secret avec des représentants du gouvernement américain, plusieurs mois avant l'intervention militaire, dans lequel elle aurait accepté de collaborer avec l'administration Trump pour démanteler les institutions de la Révolution bolivarienne et céder d'importantes ressources naturelles à des monopoles privés américains.

Le 18 janvier, Reuters, dans un article signé par Epin Branco, Sarah Kinoshian et Matt Spetalnik, affirmait — citant des sources anonymes au sein de l'administration américaine — que Diosdado Cabello avait approuvé la destitution de Maduro. L'article prétendait également, à tort, que

Delcy Rodríguez avait placé ses « fidèles » à des « postes clés ». En réalité, les ministères de la Défense, des Affaires étrangères, des Communes et d'autres encore sont toujours dirigés par les mêmes responsables nommés par Maduro. Le 22 janvier, le quotidien britannique The Guardian assurait également, sur la base de sources tout aussi anonymes, que Delcy et son frère Jorge avaient indiqué à Washington qu'ils accepteraient volontiers le départ de Maduro. Le Miami Herald a publié des informations similaires.

Comment réfuter ces affirmations ?

À travers deux faits :

Le 4 janvier, Trump a menacé Delcy d'un sort pire que celui de Maduro si elle ne « faisait pas ce qu'il fallait », autrement dit si elle n'obéissait pas à ses ordres. Ce « pire » désignant clairement un assassinat, comme celui qu'il avait lui-même ordonné à Bagdad en 2019 contre le général iranien Qassem Soleimani et le dirigeant irakien Abou Mahdi al-Muhandis. Cette menace prouve qu'aucun accord n'existait entre Trump et Delcy, et qu'il cherchait au contraire à la neutraliser par la terreur, dans un style de gangster.

2. Les menaces de mort adressées par les hommes de main de Trump aux trois principaux dirigeants chavistes montrent que la réussite de l'opération militaire dépendait de la capacité à intimider la direction chaviste. Malgré ces pressions exercées par des individus dénués de scrupules, ces dirigeants ont refusé de céder. Ils gèrent aujourd'hui une situation extrêmement complexe, mais la Révolution bolivarienne n'est pas anéantie, et plusieurs sources fiables signalent une résurgence du sentiment anti-impérialiste en réaction à l'agression subie.

Pourquoi les médias occidentaux décrivent-ils Delcy comme une collaboratrice de l'agresseur ?

Parce que les services de renseignement américains cherchent à semer la discorde, la division et le conflit au sein du mouvement chaviste et anti-impérialiste, afin d'affaiblir sa base sociale. Ils estiment qu'un tel affaiblissement faciliterait l'arrivée au pouvoir, à Caracas, de politiciens alignés sur leurs intérêts, comme cela s'est produit à plusieurs reprises au Venezuela aux XXe et XXIe siècles.

<https://investigacion.net/apres-avoir-enleve-maduro-washington-menace-de-mort-les-trois-plus-hauts-dirigeants-de-letat-venezuelien/>